MARSACTU
journal local d'investigation

Basé à Marseille, l'Institut de recherche pour le développement craint de se faire absorber

La nouvelle est officielle : l'Institut de recherche et de développement (IRD), dont le siège est à Marseille, doit opérer dans les mois à venir un "*rapprochement*" avec le CNRS. Un projet qui inquiète autant pour les emplois concernés, l'attractivité de la ville que le rayonnement de la science en général.



Le siège de l'IRD, boulevard de Dunkerque à Marseille. Photo : B.G.

Par Violette Artaud,, le 31 Juil 2026
Lien :
https://marsactu.fr/base-a-marseille-linstitut-de-recherche-pour-le-developpement-craint-de-se-faire-absorber/

La rumeur bruisse dans les couloirs de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) depuis des mois. Cette fois-ci, c'est officiel : l'IRD va bientôt devoir opérer un *"rapprochement"* avec un autre fleuron de la recherche française, le CNRS. Avec son siège social basé à Marseille, le premier est un établissement public à caractère scientifique et technologique qui mène ses travaux de recherche en collaboration avec des pays en développement situés dans l'hémisphère sud : Amérique du Sud, Asie, Outre-Mer, Afrique de l'Ouest... Ces programmes de recherche s'articulent autour des sciences humaines et sociales, de la santé ou encore des sciences de la nature et de l'environnement.

Le Centre national de recherche scientifique (CNRS) est également un établissement public de recherche, le plus important en France, regroupant dix instituts aux différentes spécificités. Contactée, la présidente-directrice générale de l'IRD, Valérie Verdier, confirme qu'une *"lettre de mission* [lui] *a été adressée le 27 juillet, ainsi qu'au PDG du CNRS, signée des ministres de la Recherche [Philippe Baptiste] et des Affaires étrangères [Jean-Noël Barrot]".* Ce courrier de ses tutelles, ajoute-t-elle, *"parle d'un « rapprochement » entre l'IRD et le CNRS. Il annonce la mise en place d'une mission de préfiguration et précise que les premières recommandations sont attendues fin 2026, et les conclusions définitives au 1?? mars 2027".* Ce mardi 28 juillet, une réunion s'est donc tenue en présence des représentants du personnel pour évoquer ces évolutions qui inquiètent plus qu'elles ne réjouissent.

Efficacité ou contradiction ?

Consultée par *Marsactu*, la lettre de mission évoquée par la PDG de l'IRD mentionne ce "*rapprochement*" comme dicté par une *"priorité"* : celle de *"rendre plus efficace nos structures publiques pour améliorer le service rendu aux citoyens et à la nation",* de *"renforcer notre souveraineté scientifique"* ou encore "*notre capacité à répondre aux grands défis sociétaux et environnementaux*". La *"double complémentarité* [du CNRS et de l'IRD] *sur le plan*

scientifique et dans leurs territoires d'intervention, écrivent encore les ministres, *constitue une opportunité unique pour structurer la recherche française."* Ainsi, la mission est censée aboutir à *"la proposition d'une organisation cible pour le nouvel ensemble"*, *"les étapes pour assurer la transition"* et enfin, *"un calendrier"*. Le tout, mené par une personne extérieure aux deux entités, à savoir l'ancien directeur du Cirad, l'organisme français de recherche agronomique, lui aussi actif sur les enjeux de développement.

"C'est peut-être la seule bonne nouvelle, au moins, on parle la même langue, mais nous n'aurons peut-être pas le même objectif...", réagit Fabienne Cartieaux. La biologiste végétale préfère, elle, parler de *"fusion"*, voire *"d'absorption",* plutôt que de rapprochement. Déléguée syndicale pour la CFDT, elle a pris part à la réunion du 28 juillet : *"J'y suis entrée avec beaucoup de questions et ressortie avec peu de réponses. Et les quelques réponses que l'on a eues sont inquiétantes et contradictoires : les conclusions de la mission de préfiguration doivent intervenir le 1?? mars 2027 et les premières étapes en décembre 2026... avant les conclusions, donc"*, déroule-t-elle.

Pour Fabienne Cartieaux, la première crainte se cristallise autour des agents contractuels, qui, du fait de l'absence de vision sur l'avenir, subissent des risques psychosociaux, dit-elle. *"Mais des questions se posent aussi pour le personnel des fonctions support qui travaillent au siège"*, poursuit la déléguée CFDT. Soit les salariés qui, en dehors des chercheurs, contribuent à la gestion de l'institut (comptabilité, ressources humaines...). "*Le CNRS n'a pas la capacité de tout absorber. Mais peut-être une partie ?"*

"L'argumentaire est technocratique"

À ce propos, la direction ne s'avance pas. *"Il est prématuré à ce stade de présager des effets de ce rapprochement alors que le travail de préfiguration n'a pas encore été lancé. Mais on doit les anticiper, car il y aura certainement des effets",* avance, sans plus de détails, Valérie Verdier. La présidente-directrice générale rappelle tout de même que l'IRD est *"un acteur essentiel de l'écosystème local de recherche et de coopération internationale"* et compte *"420 agents répartis entre le siège, la délégation régionale et nos laboratoires de recherche."* Plus de la moitié travaillent pour le siège marseillais, qui y est installé depuis 2008. Les quatre grandes collectivités (Ville, métropole, département, région) avaient à l'époque versé un million d'euros chacune pour soutenir cette délocalisation alors inédite d'un organisme de recherche national.

Valérie Verdier parvient à voir des bénéfices dans ce "*rapprochement*". *"Intensifier les collaborations et resserrer les liens entre l'IRD et les autres organismes nationaux de recherche français a été et reste une ligne directrice majeure depuis ma prise de fonction à la présidence de l'IRD",* expose-t-elle.
Que vont devenir nos missions d'affectation, les bourses doctorales, le recrutement de volontaires internationaux pour mener à bien nos missions dans les pays du Sud ?

Une déléguée syndicale
Mais au-delà des craintes de non-renouvellement de contrats ou de suppressions de postes, c'est, globalement, celle de coupes budgétaires massives qui point. *"L'argumentaire est technocratique, mais trouver des « mesures d'efficacité », c'est faire de l'optimisation budgétaire"*, glisse un chercheur, qui requiert l'anonymat. *"Que vont devenir nos missions d'affectation, les bourses doctorales, le recrutement de volontaires internationaux pour mener à bien nos missions dans les pays du Sud ?"*, abonde Fabienne Cartieaux, qui vante les avantages d'une petite structure *"souple et réactive"* en comparaison du CNRS.

"Conserver les spécificités de chaque opérateur"

Dans une tribune publiée dans *Le Monde* le 15 juillet, plusieurs directeurs et directrices scientifiques de l'IRD tirent la sonnette d'alarme. Ces derniers demandent explicitement au gouvernement de *"suspendre le projet d'absorption de leur institut par le CNRS".* Une décision qui, estiment-ils, présente plus de risques que de perspectives positives, pour la science, mais également pour la diplomatie. Le 21 juillet, une nouvelle tribune paraît dans le journal *Libération*.

Le lendemain, c'est la présidente du conseil scientifique de l'IRD qui diffuse une pétition sous forme de lettre ouverte au président de la République. Enfin, la métropole Aix-Marseille, consciente de la perte d'attractivité qu'un tel projet pourrait engendrer, réagit aussi par communiqué et courrier aux ministres. Son président Nicolas Isnard (LR) *"demande au gouvernement d'infléchir sa copie, afin que ce rapprochement ne se fasse pas au détriment du travail des équipes de l'IRD, qui ont besoin de la proximité avec leurs partenaires marseillais, ni dans ses objectifs qui s'inscrivent dans l'accompagnement au développement des pays du Sud".*

"Vente à la découpe"

Au siège de l'IRD, on espère ainsi que l'institut conserve sa structure propre pour, à la limite, devenir un nouvel institut du CNRS. *"Mais les bruits de couloirs penchent plus vers une vente à la découpe. Comme si cette fusion n'était que la première étape d'un plan plus grand, pour parvenir à un seul opérateur au service de l'université",* y déplore-t-on. Non sans pointer une forme de centralisation et de repli, dans des temps où l'ouverture et la connaissance scientifique sont mises à mal.

"Si rendre l'action publique et diplomatique française plus impactante doit rester une priorité, il est important de le faire en conservant les spécificités et atouts de chaque opérateur, chacun ayant développé un savoir-faire propre,

des réseaux de partenaires différents ainsi que des collaborations scientifiques fondées sur la confiance et le temps long de la recherche", tente d'apaiser la direction de l'IRD. Pas suffisant pour rassurer les salariés marseillais. *"Nous sommes attachés à notre institut. Notre plan A, c'est que cette fusion n'arrive pas",* répond Fabienne Cartieaux. La mobilisation devrait reprendre en septembre. Et annonce une rentrée brûlante.